



Comprendre l'impérialisme demande des efforts, parce que le sujet est complexe sur le plan conceptuel et historique. Les tentatives d'explication antérieures étaient souvent valables pour leur époque, mais datées. La vision la plus répandue, celle des libéraux, réduit l'impérialisme à un contrôle politique: le plus fort domine l'autre sur le plan politique, point. Il y a du vrai là-dedans, mais c'est insuffisant. Ce contrôle doit avoir des conséquences économiques — l'exploitation, le transfert de richesse. Voilà ce que cette vision simpliste laisse de côté.

Par Samir Saul, historien, professeur d'histoire à l'Université de Montréal

L'impérialisme est une façon de transférer des richesses à l'échelle internationale en utilisant des moyens extra-économiques — essentiellement la force militaire — pour établir un système de siphonage des pays contrôlés vers la puissance dominante.

D'autres théoriciens, très influents, ont proposé leurs définitions. On les respecte, mais elles ne répondent plus aux besoins d'aujourd'hui parce que l'impérialisme évolue. Celui d'aujourd'hui n'est pas celui de l'Empire romain, ni même celui de l'empire britannique.

Un point décisif: certains pensent que l'impérialisme, c'est les colonies, les empires formels, et qu'avec la décolonisation tout a disparu. C'est faux. L'impérialisme peut être un contrôle informel, sans main mise politique directe, mais tout aussi réel.

La Grande-Bretagne, la France, l'Espagne, le Portugal, la Belgique avaient des colonies. Les États-Unis n'ont pas d'empire formel — c'est le monde entier qu'ils veulent contrôler, sans territoires, mais avec un contrôle tout aussi effectif.

Les mécanismes de l'impérialisme moderne

À la base, il y a la force. Tout empire, toute puissance impériale a à sa base la force — visible dans certains cas, camouflée dans d'autres. L'impérialisme américain ne montre pas en général de domination militaire évidente, mais la puissance militaire est là.

Cette puissance encourage la mise en place de systèmes politiques et de structures sociales favorables: des élites, des classes dirigeantes qui collaborent avec l'impérialisme américain. La collaboration est avantageuse pour elles et pour l'impérialisme. Le contrôle se fait à travers des relais locaux. L'impérialisme formel, lui, fonctionnait autrement — un gouverneur français ou anglais sur place, un contingent militaire derrière lui.

L'autre mécanisme, c'est le soubassement économique: le dollar. Autrefois les empires concentraient l'industrie chez eux, utilisaient les colonies comme source de matières premières et comme marché. Ce modèle n'existe plus. L'impérialisme américain ne produit pratiquement rien. Son instrument de contrôle, c'est le dollar — l'obligation pour tous de l'utiliser, par pression économique ou militaire. Quiconque voudrait s'en retirer affronterait la puissance militaire américaine, car cela donnerait un mauvais exemple.

Le dollar est indispensable parce que les États-Unis vivent des investissements étrangers. Ils consomment beaucoup plus qu'ils ne produisent, et cette consommation est payée par l'étranger. C'est le système de pompage lui-même: la richesse vient de l'extérieur, elle est consommée, on en redemande.

Il y a aussi l'instrument idéologique. Tout empire doit justifier ce qu'il fait, présenter sa domination comme bonne, inévitable, dans l'intérêt de tous. Les empires originels utilisaient la religion — la chrétienté justifiait l'expansion. Puis vinrent les Lumières et l'idée de civilisation, que l'Europe apportait aux autres. Ce discours ne fonctionne plus — les Européens eux-mêmes n'y croient plus. Alors on emploie d'autres notions: liberté, droits humains, démocratie.

L'impression est créée que l'expansion vise à répandre ces idées, alors que cela n'a rien à voir. L'expansion a pour cause la recherche de richesse à l'étranger, et cette quête doit être justifiée — non pas aux yeux de ceux qui subissent l'impérialisme, qui savent très bien pourquoi il est là, mais pour convaincre les opinions publiques occidentales. Pourquoi sommes-nous au Kazakhstan, dans le Caucase, au Venezuela ? Il faut que l'opinion publique croie qu'on y est pour une bonne cause, pour répandre nos valeurs — valeurs tellement attractives et nécessaires qu'elles justifient de les imposer par la force. L'opinion publique non occidentale, elle, n'est pas dupe.

La Russie et la Chine sont-elles impérialistes ?

Certains diraient que selon ces critères, la Russie et peut-être la Chine se qualifieraient d'empire. Mais ce n'est pas le cas. Est impérialiste le pays qui utilise des moyens extra-économiques pour pomper des richesses de l'étranger. Le commerce n'est pas forcément de l'impérialisme — sinon tout le monde le serait, ce qui n'a aucun sens. Ce qui constitue l'impérialisme, c'est l'utilisation de la force ou d'autres pressions extra-économiques pour commercer ou obliger

l'étranger à investir chez soi. Extra-économique signifie principalement la force, mais aussi les moyens pseudo-juridiques — des organismes internationaux qui appliquent les règlements de la puissance impériale, ou le système juridique américain appliqué de manière extra-territoriale. Des sociétés étrangères condamnées par des tribunaux américains, contraintes de verser 15 milliards de dollars sous peine de se voir fermer les marchés. C'est du chantage, donc un moyen extra-économique.

La Russie et la Chine font-elles cela ? La réponse est non. Il faut être empirique et regarder la réalité, pas les perceptions. La Chine n'est pas impérialiste aujourd'hui — elle pourrait le devenir, mais elle ne l'est pas. La Russie non plus. La taille d'un pays n'est pas un critère.

L'action militaire russe en Ukraine est une action pour la sécurité, pour l'autodéfense. L'objectif permanent de la Russie, c'est la sécurité. Elle n'a pas besoin de matières premières étrangères, ni de marchés — le pays est énorme. Mais il est vulnérable. Quiconque connaît l'histoire sait que la Russie a une très longue frontière et qu'elle a été attaquée plusieurs fois, toujours par l'Ouest: Napoléon, Hitler, et maintenant les États-Unis. Protéger cette frontière est l'obsession russe depuis le XVII^e siècle.

Une action militaire n'est pas forcément de l'impérialisme. Elle peut être agressive, injustifiée, expansionniste — l'histoire en est pleine. Mais l'impérialisme doit être réservé à une relation spécifique, à long terme, de transfert de richesse par la force.

L'impérialisme est-il un mal en soi ?

C'est un fait historique, pas une nécessité. Un mal, certainement, pour ceux qui le subissent. Et peut-être même pour la métropole elle-même: elle commence à vivre grasement sans rien faire, devient molle, finit par dépendre de l'étranger, cesse de produire.

Ce n'est pas nouveau. Les empires commencent comme centres de production — la Grande-Bretagne est l'exemple parfait, elle concentrait la production industrielle mondiale, pompait les matières premières, vendait des produits manufacturés partout. Avec le temps, on accumule des capitaux et on commence à vivre de ces richesses plutôt que de la production. La désindustrialisation s'installe.

La désindustrialisation américaine n'est pas due à la méchanceté chinoise, contrairement à ce que Trump laisse entendre. Les entrepreneurs américains ont simplement jugé que produire aux États-Unis n'était plus rentable. Ils sont partis d'eux-mêmes. La Chine n'est pas venue les voler. La production étant partie à l'étranger, on s'est tourné vers les services et surtout la finance — des profits rapides, sans la patience de l'attente productive. Phénomène de financiarisation de l'économie américaine d'abord, européenne ensuite, japonaise à venir.

Peut-on s'en tenir à des considérations morales ? Peut-on l'éviter ? Dans l'histoire, ce phénomène de domination et d'exploitation a toujours existé. Il faut le combattre, sans être naïf. L'alternative n'est pas empire ou chaos — c'est empire ou monde fonctionnant de manière plus équitable. Et si un empire disparaît, le danger est qu'un autre prenne la relève. L'important est de résister: cela entraîne les peuples à l'action politique, leur donne l'occasion d'imaginer d'autres

formes d'auto-gouvernement. À l'échelle de 2000 ans, la situation est meilleure qu'au XVI^e siècle. Le changement est en cours, même si à court terme il paraît parfois désespérant.

L'empire américain: déclin ou transformation ?

L'impérialisme américain est en crise — pas un déclin lent, mais un délitement ultra-rapide selon les normes historiques.

Les États-Unis émergent sur la scène mondiale au début du XX^e siècle. Dès la fin du XIX^e, ils sont déjà la première puissance industrielle — devant l'Angleterre, au niveau de l'Allemagne. Après 1945, la domination est claire. Les seuls à pouvoir leur tenir tête étaient les Soviétiques, militairement au moins. De sorte que les États-Unis n'arrivent pas immédiatement à la domination mondiale escomptée.

L'impérialisme américain est un impérialisme planétaire, non territorial. L'impérialisme britannique ou français avait ses colonies, son territoire — on le voyait sur la carte. L'impérialisme américain, lui, veut gouverner le monde entier, informellement.

En 1989-1990, l'Union soviétique s'effondre. L'espoir de dominer le monde entier revient. On entre dans l'ère unipolaire — la mondialisation, c'est-à-dire l'impérialisme américain mondialisé touchant tous les pays, y compris l'ex-Union soviétique et la Chine. Le destin de ces deux pays, aux yeux de Washington, était d'en faire des néo-colonies.

Durant une quinzaine à vingt d'années, la domination semble totale. Les années 90, le début des années 2000. Les États-Unis faisaient ce qu'ils voulaient, envahissaient où ils voulaient, obtenaient des Nations Unies les résolutions cherchées.

Puis les premiers signes d'effritement, dès la fin des années 2000: l'échec militaire en Irak, et surtout la crise économique de 2008, qui donne un coup d'arrêt à la mondialisation. On avait présenté la mondialisation comme la merveille du monde, l'avenir de l'humanité — et voilà que la mondialisation peut aussi appauvrir les populations et provoquer des crises graves. Le modèle commence à tomber en pièces.

L'ascension de la Chine

La Chine était considérée comme un pays du Tiers-Monde où l'on pouvait investir et contrôler facilement. Même dans les années 2000, les discours attiraient les investisseurs: faire beaucoup d'argent là-bas. On y voyait d'abord un modèle semblable aux tigres du Sud-Est asiatique — des sous-traitants dont la prospérité reposait sur l'endettement. La crise de 1997 avait montré la fragilité de ce modèle: les capitaux étrangers partent, et l'économie s'effondre en quelques heures.

Il s'attendait à voir le même scénario se reproduire avec la Chine, en plus grand. Ce n'est pas ce qui s'est passé. La Chine a reçu des milliards d'investissements étrangers, mais les a contrôlés. L'État est demeuré aux commandes — c'est l'exception chinoise. Les multinationales américaines devaient obéir à l'État chinois, transférer des technologies, respecter des limitations de propriété. L'État n'a jamais perdu le contrôle, et c'est pourquoi la Chine a pu se relever.

Elle a utilisé le savoir étranger et les capitaux étrangers, mais elle avait aussi des ressources d'inventivité propres. Dans les années 2000, elle a commencé à dire non — un pays indépendant, capable de refuser des ordres. Pendant la période unipolaire, tous devaient obéir. Si l'un dit non, il donne un mauvais exemple aux autres. La Chine disait non. Voilà une exception. Et cette simple existence remet en question la mondialisation américaine, l'impérialisme planétaire.

Le retour de la Russie

Quiconque regardait la Russie en 2000 aurait dit que ce pays ne se relèverait jamais. Quand Poutine est nommé fin 1999-2000, il hérite d'un désastre — et il s'est mis à l'œuvre pour le réparer. C'est pourquoi l'Occident ne l'aime pas. Pas parce qu'il serait dictateur — Washington se moque bien de cela — mais parce qu'il a remis la Russie sur pied.

La Russie des oligarques et du grand banditisme, dirigée par un ivrogne, convenait parfaitement aux États-Unis. Un pays non fonctionnel, corrompu, achetable, incapable de tenir tête. On s'attendait à ce qu'elle reste ainsi longtemps — on savait que la situation finirait par changer, mais pas aussi vite.

Ce que Poutine a fait: remettre sur pied l'État russe, rétablir l'ordre, mettre en place un système où il y a du droit, de la protection des personnes, améliorer le niveau de vie. Un État fonctionnel peut devenir un obstacle à l'action impérialiste.

Dès 2007, avec le discours de Munich, on entend une première voix dissidente après quinze ans de discours répétitif sur le monde libéral et ouvert. Poutine dit: « Le monde ne peut pas être unipolaire, il y a plusieurs voix. » C'est la première dissidence politique. Sa voix a commencé à porter parce que l'État russe était devenu fonctionnel. Un État en délabrement, sans économie viable, sans armée efficace — sa voix ne porte pas.

La politique américaine durant les années d'uni-polarité consistait à démanteler les États là où il y avait obstacle. L'Irak, la Libye, la Syrie, le Soudan, la Somalie — une politique de désagrégation des États. Le chaos est préférable pour l'impérialisme à un État fonctionnel capable de dire non.

Le déclin américain est à la fois absolu — le pays produit moins, vit au crochet des autres — et relatif: la montée de la Chine sur le plan économique, la remontée de la Russie sur le plan militaire. Jusqu'au bout, les Occidentaux ont voulu croire que la Russie était la Russie des années 90. En 2022, ils ont plongé dans la guerre contre elle en pensant la balayer en quelques semaines avec des sanctions et quelques armes. Pour beaucoup de politiciens, c'était une facilité de croire que la Russie allait s'effondrer.

Les révolutions de couleur

L'outil privilégié pour démanteler les États: la révolution de couleur. L'idée est de provoquer des émeutes derrière lesquelles s'organise un coup d'État. D'abord la propagande — l'élément

idéologique entre en ligne de compte — avec des ONG au service des États-Unis, des influences auprès de dirigeants corruptibles, et surtout une pression économique pour que la population soit à bout. Les prix montent, les pénuries s'installent. Alors des agents introduisent la violence. Des coups de feu, des morts — le régime est aussitôt décrit comme tuant son propre peuple.

C'est le même modèle tenté en Russie avec Navalny, présenté comme l'opposant numéro 1 en Occident alors qu'il était inconnu en Russie elle-même. Traité pour des produits chimiques prétendument trouvés dans son caleçon, envoyé en Allemagne pour se soigner, il prépare une révolte à son retour. Elle est vite étouffée, faute d'appui réel. Au Venezuela, même chose avec Guaidó. La formule classique.

Trump, symptôme d'une crise

Trump est le produit du déclin américain, son symptôme — pas sa cause. En 2016, il est connu comme une personnalité télévisée, une sorte de clown médiatique. Il apparaît et tient des discours qui sortent des sentiers battus: critique de la mondialisation, critique des guerres sans fin. Ce discours était une hérésie. Tout l'establishment américain est pour la guerre contre les dictateurs, contre ceux qui ont de mauvaises valeurs. Trump dit que ça n'a pas de sens, qu'on gaspille des ressources. Pendant que les États-Unis se dépensaient dans des guerres qu'ils ne gagnaient jamais, la Chine montait et la Russie se rétablissait.

Durant les soit-disant débats de 2016, les autres candidats rivalisaient sur qui allait bombarder — l'Iran, l'Afghanistan, quelqu'un d'autre. Trump dit qu'il ne veut bombarder personne.

Ce qu'il a compris: des millions d'Américains ont perdu leurs emplois à cause de la mondialisation, leurs conditions de vie ont baissé. Il surfe là-dessus. Son regard furibond à la télévision exprimait leur colère. Le lien est fait avec la Chine: la mondialisation a causé la désindustrialisation, la mondialisation c'est la Chine, donc il faut s'opposer à la Chine. Toute la politique de Trump, jusqu'à aujourd'hui, vise à affaiblir la Chine pour ramener des emplois. Ce ne sera pas possible — c'est une utopie. Produire aux États-Unis n'est pas rentable pour les entrepreneurs.

La seule façon pour Trump d'attirer des entreprises, c'est d'étouffer l'économie européenne, notamment allemande, en leur coupant leurs sources d'énergie et en les contraignant à se déplacer aux États-Unis. Quelques-unes l'ont fait. Cela ne réindustrialisera pas l'Amérique.

Trump représente une autre stratégie, pas une autre entité. La différence avec les néoconservateurs mondialistes traditionnels est une différence de stratégie, pas d'identité des appuis. Les milliardaires financent tout le monde — pour ne pas prendre de risques. Trump essaie de les amener vers une stratégie de repli: se refermer sur les États-Unis si possible, réindustrialiser si possible. Mais ce sont les mêmes secteurs financier, immobilier, armement. La classe dirigeante américaine est la même.

Sur le plan militaire, les États-Unis ne sont plus capables de mener deux guerres conventionnelles simultanément. Ils peuvent à peine en mener une. L'affaiblissement est inévitable sur le plan historique. Trump arrive avec une tentative de sauver l'empire — il n'y est pas opposé, au contraire.

L'Europe face aux tensions géopolitiques

L'Europe est dans une situation critique, l'un des phénomènes les plus fascinants et les plus intrigants. Elle est en train de se suicider.

Jusqu'en 2022, elle semblait avoir une certaine indépendance — relative, car elle a toujours été satellisée par les États-Unis. Mais depuis 2022, on observe un phénomène de psychologie collective des dirigeants européens. Ce sont les États-Unis qui ont entraîné l'Europe dans la guerre contre la Russie — une guerre par procuration, utilisant l'Ukraine contre la Russie. On leur a demandé d'imposer des sanctions à la Russie. C'est comme leur dire: amputez votre bras. Ils l'ont fait. Puis amputez votre jambe. Ils l'ont fait.

Le calcul, comme celui des États-Unis, était que la Russie s'effondrerait vite. La petite souffrance liée à la perte de l'énergie russe serait compensée par la mainmise sur la Russie après sa défaite. Ça ne s'est pas produit. Quatre ans d'efforts contre la Russie — c'est un échec évident.

Pour les États-Unis, il y a une différence avec l'Europe. Les États-Unis voient que c'est une mauvaise affaire, qu'on a dépensé énormément pour soutenir Kiev, que c'est une affaire perdue. Trump ne veut pas une victoire russe ni une défaite ukrainienne — il veut simplement éviter des dépenses inutiles. Mais les Européens, plutôt que de saisir l'occasion de se retirer d'une mauvaise affaire, foncent tête baissée depuis janvier 2025. On entend des dirigeants européens dire qu'il faut préparer ses enfants à mourir comme lors des grandes guerres. C'est un discours fou.

C'est là où se voit la différence entre le maître et ses vassaux. Le maître voit mieux la situation et essaie de retirer ses billes. Les vassaux fonctionnent sur pilote automatique, comme si on était en 2022, à l'époque où on parlait encore de victoire ukrainienne.

La raison de cette russophobie européenne est d'abord interne. Ils ont commis tellement d'erreurs depuis 2022, fait tellement de sacrifices à leur économie, qu'il y a des dégâts à cacher. La guerre justifie tout — l'inflation, la perte d'emplois, la baisse du pouvoir d'achat. Tout cela parce qu'on est « en guerre ». C'est une stratégie de maintien du statut quo à travers l'invention d'un ennemi extérieur.

La complémentarité entre l'Europe et la Russie était évidente: des matières premières russes contre des produits industriels européens. Cette relation a commencé à l'époque soviétique — les États-Unis ont toujours essayé de l'empêcher, sans succès. Nordstream a été construit contre la volonté américaine. En 2022, c'était l'occasion de rompre définitivement ce lien. L'Europe importe maintenant son énergie à quatre fois plus cher. L'Allemagne, puissance industrielle de l'Europe, est en désindustrialisation. Elle a perdu sa primauté.

L'objectif en Ukraine

L'Ukraine a été utilisée comme un outil contre la Russie. L'objectif n'est pas de sauver l'Ukraine. L'objectif est de faire du tort à la Russie, de la faire s'effondrer — ce que les Américains ont appelé dès le début une « défaite stratégique ». Défaite stratégique: échec militaire, échec économique, révolution interne renversant le régime et le remplaçant par un régime pro-américain. Pour y parvenir, on sacrifie des Ukrainiens. Les Ukrainiens sont les victimes d'une politique cynique d'un impérialisme en crise. Le sacrifice de l'Ukraine fait partie de la stratégie dès le début.

Les accords de Minsk

Les accords de Minsk étaient une tentative européenne d'éviter que la situation dans l'est de l'Ukraine — le Donbass — ne s'embrace en bain de sang, et de régler le statut politique de ces régions. Minsk 2 est signé en 2015, un an après l'arrivée au pouvoir du régime issu de Maïdan, après un an de combat durant lequel l'armée ukrainienne n'a pas fait une belle démonstration face aux républiques du Donbass et de Lougansk.

La Russie était d'accord, la France et l'Allemagne aussi. Accord conclu à Minsk: arrêt des combats et autonomisation de ces régions à l'intérieur de l'Ukraine — pas de sécession à ce stade, même si les républiques la demandaient. La Russie elle-même n'était pas favorable au démantèlement de l'Ukraine à ce moment-là.

Les accords n'ont jamais été appliqués. L'armée ukrainienne a continué d'attaquer les populations russophones. Les Français et les Allemands, garants occidentaux, n'ont rien fait.

Ce qui est ahurissant: à la fin 2022, après l'intervention russe, Merkel et Hollande avouent publiquement qu'ils n'ont jamais pris les accords de Minsk au sérieux. C'était une question de gagner du temps — le temps de renforcer, équiper et entraîner l'armée ukrainienne, et de construire les fortifications le long du Donbass que la Russie est en train de prendre aujourd'hui. Des fortifications très sérieuses, construites par l'OTAN, qui ne se démantèlent pas rapidement. Les accords de Minsk étaient prometteurs. Ils sont devenus un piège.

Vers un nouvel ordre mondial ?

L'ordre mondial unipolaire est déjà terminé — avant même les affaires du Groenland. Le secrétaire d'État Rubio l'a lui-même dit au début 2025: l'ordre unipolaire est terminé. Il y a les États-Unis, toujours puissants. Il y a la Chine, puissante sur le plan économique. Et la Russie, puissante sur le plan militaire. Mais pas d'ordre unipolaire.

La question des partenariats est différente. Macron lance des petites phrases sur l'ouverture vers la Chine, mais il est prisonnier de sa politique. Il s'est tellement engagé auprès des États-Unis que personne ne prend ses déclarations au sérieux. L'Europe est dans un piège: elle se croyait alliée des États-Unis, donc à l'abri de pressions américaines, alors que pour Washington elle n'est qu'un satellite. Quand la puissance impériale est en difficulté, elle demande à ses satellites de payer — ou elle prend ce qu'elle veut.

Les tarifs, les menaces sur le Groenland, les velléités sur le Canada — tout cela s'explique par la même logique. Comme la domination mondiale s'avère plus difficile à maintenir face à l'affaiblissement américain et à la montée en puissance des pays qui ne l'acceptent plus, il faut consolider quelque chose de solide. Un document stratégique publié fin 2025 dit essentiellement: dominer les Amériques et laisser le reste du monde. Ce n'est sans doute pas la réalité complète — ils continueront de s'ingérer partout — mais la priorité se déplace vers une domination hémisphérique, un retour à un impérialisme plus territorial dans les Amériques. En Asie, la Chine est un obstacle. En Europe, la Russie. Dans les Amériques, personne de comparable.

Le Canada est effectivement dans le viseur. Le Groenland peut être pris. Si cela arrive, les Euro-

péens recevront un message clair: vous ne comptez pour rien, nous prenons ce dont nous avons besoin. Ce n'est pas impossible.

Maduro, le Venezuela et le droit international

Le droit international existe, il est respectable, il faudrait le respecter. Mais il n'a jamais vraiment été respecté. Il est soumis à la pression du plus fort. Ce que les États-Unis font aujourd'hui — l'ignorer complètement — n'a pas commencé avec Trump. Le mépris du droit international est ancien. Le plus puissant refuse toujours l'égalité que le droit international implique.

Pourquoi le kidnapping de Maduro ? L'invasion militaire n'était pas une option: pas assez de troupes, le Venezuela est plus compliqué qu'il n'y paraît, Trump n'est pas favorable à une guerre réelle qui lui coûterait cher politiquement. La révolution de couleur classique était le plan — la CIA et le NED sont sur place, il aurait suffi de déclencher des émeutes et d'organiser un coup d'État avec un personnage nobélisé comme Camacho. Même méthode qu'en 2019 avec Guaidó. Ça n'avait pas fonctionné alors, et la même tentative ne s'est pas avérée possible davantage: pas de troupes disponibles, pas de combattants suffisants pour renverser le régime.

Le kidnapping est une option B — un pis-aller pour sortir du guêpier. On ne peut pas envahir, on ne peut pas déclencher une révolution de couleur, on ne peut pas rentrer bredouille. Alors on enlève le président, on laisse en place la structure du pouvoir, et on espère établir un protectorat informel.

Trump lui-même a dit le jour même que l'objectif est le pétrole, rien d'autre, et que Camacho n'a pas assez d'appui pour être mise au pouvoir. Un protectorat sans troupes, avec un gouverneur général depuis les États-Unis, et un gouvernement qui continue de tenir un discours nationaliste sur la propriété du pétrole. C'est une situation instable qui ne peut pas durer.

Un impérialisme désormais assumé

On a transitionné d'un impérialisme discret vers un impérialisme assumé. Cela montre qu'il n'est plus possible de camoufler. La mise en scène ne tient plus.

Jusqu'ici, l'impérialisme mondialisant des États-Unis était basé sur l'idée de construire un monde libéral et démocratique, d'agir au nom de valeurs. Ce discours ne passe plus. Personne ne le croit. On peut mentir longtemps — mais les gens finissent par comparer ce qu'on leur dit avec ce qu'ils voient.

L'élément déclencheur n'est pas unique. C'est la combinaison des échecs: les tentatives de contrôle informel qui ne fonctionnent plus, les tentatives de renverser des régimes qui produisent du chaos au lieu de régimes fonctionnels. La Libye, l'Irak en sont des exemples parfaits. On arrive, on dit qu'on vient libérer, et on produit du désastre. Le discours bienveillant est devenu insoutenable.

Le 7 octobre a été un accélérateur. Après deux ans de soutien à un génocide, il est impossible de maintenir un discours bienfaisant. Le plan américano-israélien de contrôle du Proche Orient est en place depuis longtemps — renforcement militaire, accords dits d'Abraham pour intégrer les pays arabes avec Israël, projet d'une coalition militaire arabo-israélienne contre l'Iran imaginé

autour de 2005. Le 7 octobre a contraint à défendre ce projet par la force plutôt que par la voie économique et diplomatique. Ils ont fait tomber les masques — et deux ans après, remettre le masque ne servirait à rien, car tout le monde a vu.

Les manifestations en Iran: lecture géopolitique

Ce qui s'est passé en Iran, c'est l'échec d'une tentative de révolution de couleur. La guerre de juin précédent avait échoué — une agression conjointe américano-israélienne pour abattre l'État iranien et espérer qu'un coup d'État suive dans le désordre. Ça ne s'est pas produit. Pire: l'Iran a riposté et mis Israël en difficulté. Vers la fin, les missiles iraniens commençaient à faire de véritables dégâts. Israël avait épuisé son stock de missiles antimissiles. Si la guerre avait continué, Israël aurait été sévèrement touché. C'est pourquoi Israël a demandé un cessez-le-feu, et Trump a organisé une façon de le présenter comme une démonstration de force.

Face à l'impossibilité d'une nouvelle guerre — l'Iran s'est renforcé depuis juin, a amélioré sa défense antiaérienne — la voie de la révolution de couleur s'est imposée. Netanyahu est à Washington le 27 ou 28 novembre. Le 28 décembre commencent les troubles en Iran, provoqués par la chute du rial, elle-même provoquée par des pressions américaines sur la monnaie iranienne. Cette pression économique crée du mécontentement dans les milieux commerçants, dans les bazars, s'ajoutant aux difficultés générées par les sanctions.

Le plan était le suivant: si la révolution de couleur réussissait à faire vaciller le régime, les défenses aériennes seraient en désordre — et c'est alors que les États-Unis et Israël auraient pu bombarder les sites nucléaires avec plus de sécurité qu'en juin. La séquence était clairement planifiée.

Cela n'a rien donné. Il n'y a pas eu de défection dans l'armée. Le système de communication alternatif envoyé par Elon Musk — le Starlink — a été mis hors service, empêchant de coordonner les émeutiers. Les informations sur 12 000 morts ? De l'intoxication — sans information fiable, on grossit, on invente, pour créer dans l'opinion occidentale un sentiment d'horreur justifiant le renversement du régime.

Autre élément de l'échec: les manifestations massives en faveur du régime, que les médias occidentaux ont ignorées. Chacune des révolutions de couleur en Iran — 2009, 2019, 2022 — a été étouffée par des contre-manifestations favorables au régime.

Quelques jours plus tard, Trump dit que le régime ne massacre plus sa population, qu'il y a moins de tueries. Dès qu'on a entendu ça: c'est terminé. Tout était basé sur le succès de la révolution de couleur pour déclencher ensuite un bombardement. En déclarant qu'il n'interviendra pas, Trump signifiait que l'affaire avait échoué.

Particularité de cette tentative par rapport aux précédentes: elle était ouvertement soutenue par Israël. Des manifestants à Paris, à Montréal, brandissant l'image du fils du Shah et des drapeaux israéliens. C'est exactement le genre de chose qui repousse les Iraniens — leur dire qu'ils vont retourner à l'époque du Shah et de la Savak. Cet individu qui se présente comme prétendant au trône est ouvertement une marionnette israélienne, il ne le cache pas. Les révolutions de couleur

précédentes en Iran étaient aussi appuyées par Israël et la CIA — mais c'était camouflé. Là, plus aucune pudeur. Excès de confiance, illusion que la fin était de toute façon déjà gagnée.

Un gouvernement de jihadistes essaie de rétablir son autorité sur la Syrie. Il n'y parviendra pas complètement. Israël a détruit pratiquement tout l'armement syrien lors de la chute du régime Assad. La Syrie n'a pas les moyens de se défendre. Elle est à la merci d'Israël au sud, des États-Unis à l'est.

La Turquie soutient ce régime dans l'espoir de contrôler toute la Syrie — c'était l'objectif du renversement de 2024. Ces jihadistes sont des pions pour Ankara.

À terme, on prévoit un affrontement entre Israël et la Turquie: la Turquie veut toute la Syrie, Israël veut le sud, compléter son occupation du Golan, étendre son contrôle sur le sud syrien comme il espère le faire au Liban. Deux alliés tactiques des jihadistes désormais face à face — ils ont retiré ce qu'ils contestaient ensemble (un État syrien indépendant), et ils se retrouvent maintenant en compétition directe.

La Syrie a perdu son indépendance. C'est le résultat de cette guerre menée contre elle, au profit de voisins expansionnistes.

Le Liban et le Hezbollah

Rien n'a changé depuis trois mois. Le désarmement du Hezbollah ne va pas avoir lieu. L'armée libanaise n'est pas en état de le faire — et peut-être qu'elle ne le veut pas, car désarmer le Hezbollah reviendrait à exposer le Liban au contrôle israélien. Le Hezbollah est le dernier rempart. Renforcer l'armée libanaise ? Israël ne le permettra jamais.

L'armée libanaise a été désarmée par ses parrains occidentaux à la demande d'Israël. Le Liban est complètement à la merci d'Israël. Tout Libanais qui veut l'indépendance du pays ne peut pas souhaiter logiquement le désarmement du Hezbollah.

La situation dans la région se décrit ainsi: les États-Unis et Israël n'ont pas réussi depuis le 7 octobre à instaurer leur hégémonie définitive. Mais de l'autre côté, les peuples arabes ne sont pas en état de s'émanciper activement. Ils ont réussi à éviter le contrôle total, simplement parce qu'ils sont trop nombreux, trop grands pour être entièrement contrôlés — mais ils n'ont pas encore l'initiative pour se libérer. Le Hezbollah est pris dans cette logique globale.

Le problème du Hezbollah, ce n'est pas lui-même — c'est le Liban. Ses arrières ne sont pas stables. S'il s'engage dans un conflit direct avec Israël, il pourrait tenir, mais il risque de perdre des appuis internes. La stratégie israélienne contre le Hezbollah, ce n'est pas simplement de l'attaquer — c'est d'attaquer le Liban pour faire vaciller sa base territoriale.

L'Arabie Saoudite et les équilibres du Golfe

Entre les Émirats et l'Arabie Saoudite, il y a un conflit d'intérêt, pas de principe. L'Arabie Saoudite estime qu'elle contrôle la péninsule arabique et que les États du Golfe doivent se soumettre à ses volontés. Mais les pays du Golfe sont aussi riches qu'elle — voire autant. Des tensions de prédominance, sans divergence de fond.

Décolonisation et rééquilibrage du monde arabe

Si un projet de décolonisation existait, il serait déjà mis en œuvre. Ce ne sont pas les individus qui génèrent ces projets — ce sont les forces historiques, les forces sociales et politiques, à un moment donné. Les idées sont importantes, mais les conditions doivent être réunies pour qu'elles aient une influence.

Au moment où ces circonstances seront réunies, la décolonisation prendra des formes qu'on ne connaît pas encore — différentes de celles des années 40 et 50, qui visaient essentiellement à créer des États indépendants. La prochaine pourrait avoir une autre dynamique, une autre finalité.

Ce qu'on sait: les conditions actuelles sont humiliantes pour les nations arabes. Tôt ou tard, elles seront remises en question. La situation est déjà contestée, silencieusement, de manière discrète — parce qu'il n'y a pas encore les forces réunies, pas encore une idée de décolonisation clairement articulée. Mais cela va venir, parce que la situation actuelle est intenable.

Essayer de contrôler 300 millions d'Arabes et 90 millions d'Iraniens, les mettre sous la botte de 7 millions d'Israéliens — ce n'est pas viable, ce n'est pas durable. L'affaiblissement de cet ordre ouvrira la voie à des rapprochements, à des formations politiques exprimant l'indépendance et la décolonisation. Pas dans les conditions actuelles. Mais les fissures dans l'ordre établi sont favorables aux forces de changement — et ces fissures existent, y compris dans les relations Turquie-Israël, dont les tensions pourraient potentiellement s'approfondir.

Le gouvernement syrien d'aujourd'hui pourrait devenir authentiquement syrien. Mais il devra en faire la preuve — pas simplement en brandissant un drapeau, mais en défendant les intérêts et l'indépendance de la Syrie, pour susciter la confiance.

Samir Saul - 28 janvier 2026

https://www.youtube.com/watch?v=4lgW_ibX-yQ

BIOGRAPHIE:

Samir Saul est un historien canadien d'origine égyptienne, spécialiste de l'histoire des relations internationales et du monde arabe. Points clés de sa carrière et de ses travaux:

STATUT ACADÉMIQUE:

Samir Saul est professeur titulaire au département d'histoire de l'Université de Montréal.

Expertise: Ses recherches portent principalement sur l'impérialisme, la décolonisation (notamment en Afrique) et les enjeux géopolitiques contemporains au Moyen-Orient. Affiliations: Il est membre fondateur et coordonnateur du Groupement inter-universitaire pour l'histoire des relations internationales (GIHRIC) et chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM).